

Mounir Mahjoubi officialise l'arrivée de Kat Borlongan à la tête de la French Tech

Le secrétaire d'État au numérique Mounir Mahjoubi s'est réjoui que la French Tech prenne un nouvel envol et a rappelé, comme l'avait déjà fait Emmanuel Macron lors de son discours d'ouverture, que les nouvelles technologies doivent être mises au service du bien commun.

C'était un secret de polichinelle, il a été officialisé ce vendredi, en clôture de l'édition 2018 de VivaTech. Kat Borlongan, fondatrice de l'agence Five By Five a été intronisée à la tête de la mission French Tech par Mounir Mahjoubi. Le secrétaire d'État au Numérique a souligné qu'elle avait « *toute la confiance du gouvernement* » mais aussi qu'elle « *portera les grandes lignes* » de la politique qu'il venait de dérouler.

En résumé : un Web plus sécurisé porté par un écosystème Tech plus ouvert à la diversité et qui s'attache à résoudre les grands défis de notre temps. Avec deux axes majeurs : « *faire émerger des champions européens internationaux* » et « *simplifier la vie des entrepreneurs* ». Avec une recette que personne d'autre n'avait pensé à essayer avant lui : « *le travail obstiné de chacun* » - les vétérans de l'entrepreneuriat apprécieront. « *La seule monnaie, c'est la sueur*, a-t-il lancé, avant d'ajouter « *C'est bien de lever des fonds mais on va transpirer ensemble.* » Et comme parfois la sueur ne suffit pas, le

gouvernement a décidé de donner un petit coup de pouce aux entrepreneurs de la Deeptech en débloquant 70 millions d'euros de nouvelles aides, portées par le fonds industrie innovation.

Des États généraux du numérique à l'échelle européenne

Autre nouveauté annoncée par le secrétaire d'État au Numérique : la tenue d'États généraux du numérique, qui doivent permettre de rassembler « *les startups mais aussi les grandes plateformes* ». L'idée est de faire émerger de « *nouvelles régulations intelligentes* », structurées autour de six grands thèmes, dont la modération des contenus en ligne ou le droit de la concurrence. Un point sera fait à l'automne lors de l'Internet governance forum qui se tiendra en France. Dans la lignée de ce qu'Emmanuel Macron avait laissé entendre lors de l'ouverture du salon, ces États généraux ne doivent pas impliquer que les acteurs français mais rassembler à l'échelle de l'Europe pour obtenir une position commune. Mounir Mahjoubi a d'ailleurs fait de l'émergence de « *l'EuropeTech* » un objectif à atteindre d'ici la fin du quinquennat.

Le secrétaire d'État s'était d'ailleurs lancé au début de son intervention dans une tirade enflammée autour de la « *nouvelle page de l'Histoire* » que l'Europe - et la France en tête - était en train d'écrire. Et a rappelé à quel point la société d'aujourd'hui est loin de l'ancien monde, régulièrement fustigé par le président de la République : « *on n'est pas la nouvelle économie, on est l'économie tout court ; avant, on était dans le monde, maintenant nous sommes le monde* » .

Mais pas question que cette société s'inscrive dans une économie totalement dérégulée, comme les détracteurs d'Emmanuel Macron veulent le laisser entendre. Mounir Mahjoubi a donc plaidé pour « *les règles* ». « *Il y a quelques années, les banques se sont posé les mêmes questions que les géants Tech d'aujourd'hui, a-t-il rappelé, évoquant la crise de 2008. Quand il y a des brèches, cela met en danger toute la société.* » Mais si « *le cercle de la Tech s'est longtemps pensé entre lui, dans un système très libre à l'image des radios libres des années 60* », il est désormais temps de mettre tout le monde sur la même longueur d'ondes. Pour mieux revenir au bon vieux temps lorsqu'il y a 20 ans, « *on disait que son enfant jouait sur l'ordinateur* » et que les parents « *n'avaient pas peur de laisser leurs enfants sur Internet* ». La Tech, c'était mieux avant ?